

## Présentation : Les élections européennes de 2014

Nonna Mayer, Nicolas Sauger

► **To cite this version:**

Nonna Mayer, Nicolas Sauger. Présentation : Les élections européennes de 2014. *Revue européenne des sciences sociales*, 2015, 53 (1), pp.17 - 19. hal-02186393

**HAL Id: hal-02186393**

**<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-02186393>**

Submitted on 17 Jul 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Présentation

## Les élections européennes de 2014

Nonna Mayer et Nicolas Sauger

Sciences Po, CEE

Revue européenne des sciences sociales, 2015/1 (53-1), p. 21-47

Trente cinq ans après leur première tenue au suffrage universel direct, les élections européennes ne se sont pas encore affirmées comme des échéances électorales majeures. Faible participation, poussée des partis protestataires et incertitudes sur le fait que les résultats de ces scrutins peuvent susciter des changements significatifs en termes de politiques publiques sont autant de raison d'un scepticisme persistant quant à leur portée. Marquées par un contexte global de crise économique et de défiance politique, les élections de 2014 ne laissaient pas prévoir d'inflexion majeure dans ces dynamiques.

Ces élections ont été en effet marquées par une poussée sans précédent des partis eurosceptiques. La droite extrême est arrivée en tête au Royaume-Uni (UKIP : 26,8 %), au Danemark (Parti du Peuple : 26,6 %), en France (Front national : 24,9 %) tandis que des nouvelles gauches radicales faisaient des scores inespérés en Grèce (SYRIZA : 26,6 %) et en Espagne (*Podemos* : 8 %). Même un pays europhile comme l'Allemagne voyait émerger un mouvement anti-européen, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD : 7 %). À partir d'une enquête comparative (Sauger, Dehousse, Gougou, 2015) portant sur trois pays du Nord (Allemagne, Autriche, France) et quatre du Sud (Grèce, Italie, Espagne, Portugal), ce dossier s'interroge sur les causes et la portée de ces votes. Trois axes de recherche ont été privilégiés.

Le premier porte sur la nature de ce scrutin, dans la perspective du débat ouvert par le travail fondateur de Karlheinz Reif et Hermann Schmitt (1980) qui voient les élections européennes comme des « élections nationales de second ordre ». Perçues comme peu importantes, dominées par les préoccupations nationales, elles offriraient à l'électorat la possibilité de sanctionner le gouvernement en place. D'autres auteurs, comme Elisabeth Dupoirier (2009), défendent la thèse inverse, celle de l'europanisation croissante des votes aux européennes, à mesure que l'intégration progresse. Le deuxième porte sur les facteurs explicatifs de la décision électorale. Les choix entre abstention et vote, vote pour la droite ou pour la gauche, pour des partis extrêmes ou modérés, dépendent-ils exactement des mêmes variables « lourdes » que les choix lors des scrutins nationaux ? Le troisième interroge l'impact objectif et subjectif de la crise

économique qui débute en 2008 et renforce la dualisation de la société, le clivage entre *insiders*, jouissant d'une relative sécurité de l'emploi et d'une protection sociale, et *outsiders* qui en sont privés. La crise favorise-t-elle d'abord le vote sanction contre les gouvernements en place, comme le suggèrent les études comparatives de Larry Bartels (2014) et Hanspeter Kriesi (2014) ? Cristallise-t-elle la montée des extrêmes, de droite et de gauche ? Ou pousse-t-elle d'abord au retrait, à l'abstention des plus défavorisés (Bornschier, Kriesi, 2012 ; Braconnier, Mayer, 2015).

À ces questions, les différents articles qui composent ce dossier apportent des réponses en fait convergentes et nuancées. On ne peut plus voir les élections européennes comme de pures élections de second ordre, où les enjeux nationaux domineraient sans partage. L'orientation des votes, dans les sept pays, reflète la coexistence des deux logiques, nationales et européennes, même si la dimension nationale reste prégnante. Les facteurs qui expliquent les choix des 22-25 mai 2014 sont les mêmes que lors d'élections nationales. L'abstention, massive (57,5 % en moyenne), malgré un léger recul par rapport à 2009, dépend avant tout du niveau d'études et de l'âge. La seule différence notable réside dans un léger effet du genre : les électrices se sont moins mobilisées que les électeurs. Quant à l'orientation des votes, elle apparaît structurée par les deux mêmes dimensions économique et culturelle : le degré de libéralisme/interventionnisme, d'une part, le degré d'ouverture/fermeture aux étrangers et aux immigrés, d'autre part.

L'impact de la crise, enfin, n'est ni mécanique ni homogène. Son premier effet est négatif : l'insécurité économique favorise le non-vote et le rejet des partis de droite. Mais elle ne gonfle pas nécessairement les votes extrêmes et chaque pays réagit différemment. En Italie elle profite à la gauche socialiste menée par Matteo Renzi, en Espagne elle favorise la gauche radicale tandis qu'en Grèce elle bénéficie à la fois à l'extrême droite représentée par Aube dorée et bien plus encore à la gauche radicale incarnée par Alexis Tsipras.

## Bibliographie

---

BARTELS Larry M., 2014, « Ideology and Retrospection in Electoral Responses to the Great Recession », in *Mass politics in Tough Times : Opinions, Votes and Protest in the Great Recession*, Nancy Bermeo and Larry Bartels (eds), New York, Oxford University Press, p. 185-223.

BORNSCHIER Simon, KRIESI Hanspeter, 2012, « The populist right, the working class and the changing face of class politics », in *Class Politics and the Radical Right*, Jens Rydgren (ed.), London and New York, Routledge, p. 10-30.

BRACONNIER Céline, MAYER Nonna (éds), 2015, *Les Inaudibles. Sociologie politique des précaires*, Paris, Presses de Sciences Po.

DUPOIRIER Elisabeth, 2009, « L'européanisation des élections européennes ? Ce que nous apprennent les élections de juin 2009 », *Revue européenne de politique comparée*, 16-4, p. 531-544.

KRIESI Hanspeter, 2014, « The Political Consequences of the Economic Crisis in Europe : Electoral Punishment and Popular Protest », in *Mass politics in Tough Times : Opinions, Votes and Protest in the Great Recession*, Nancy Bermeo and Larry Bartels (eds), New York, Oxford University Press, p. 297-333.

REIF Karlheinz, SCHMITT Hermann, 1980, « Nine Second-Order National Elections : A Conceptual Framework for the Analysis of European Elections Results », *European Journal of Political Research*, 8, p. 3-44.

SAUGER Nicolas, DEHOUSSE Renaud, GOUGOU Florent, 2015, « Comparative Electoral Dynamics in the European Union in 2014 (CED-EU14) : A Data User's Guide », *Les Cahiers européens de Sciences Po*, n°2.